

GIABA: Réunion des autorités de régulation et les entités déclarantes



Le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchissement d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) se donne les moyens pour combler les insuffisances de ses résultats du 1er cycle d'évaluations mutuelles. Il organise à cet effet du 27 au 30 novembre prochains à Lomé une réunion régionale des responsables de conformité sur les questions émergentes de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (BC/FT). La rencontre s'est fixée plusieurs objectifs et réunira des directeurs en charge de la supervision, des cadres en charge de la conformité dans les CRF, des responsables de la conformité des institutions financières et des EPNFD.

Selon le Groupe, les résultats du 1er cycle d'évaluations mutuelles du GIABA ont révélé des insuffisances de mise en œuvre des normes de la Lutte contre le Blanchissement de Capitaux et de Financement du Terrorisme (LBC/FT) dans les institutions financières, des faiblesses dans le dispositif de régulation de la LBC/FT, une faible capacité et une absence de collaboration et de coopération efficaces entre les régulateurs et les opérateurs du secteur.

De même, GIABA relève que dans les pays membres, les nouveaux outils technologiques et d'autres questions émergentes ont

élargi la palette des défis actuels avec des implications considérables pour les autorités de régulation ainsi que les opérateurs de la mise en œuvre de la LBC/FT.

{loadmoduleid 210}

C'est ce qui justifie, selon un communiqué de l'organisme, l'organisation d'une réunion internationale de 4 jours prévue à Lomé au Togo au cours de laquelle les acteurs des secteurs financiers, des Entreprises et professions non financières désignées (EPNFD) vont discuter des voies et moyens du renforcement du partenariat et de la coopération pour une mise en œuvre efficace des mesures préventives de LBC/FT.

Essentiellement, la rencontre de Lomé a pour objectifs de renforcer les capacités des participants sur les questions émergentes de BC/FT, de sensibiliser les participants aux changements récents apportés aux normes du GAFI, de fournir une plate-forme de partage d'expériences et de bonnes pratiques sur les questions de LBC/FT, de promouvoir la coopération, la coordination et la mobilisation au sein et entre le gouvernement et les entités déclarantes sur la manière de mettre efficacement en œuvre les mesures préventives de LBC/FT, de lancer officiellement l'Association régionale des responsables de la conformité et enfin de mettre en place, le Forum consultatif du Secteur privé du GIABA.